L'administration de la vicomté de Limoges sous gestion bretonne (1275-1375)

*The administration of the viscounty of Limoges during the Breton period
(1275-1375)*

Christian Rémy

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/4512>

DOI : 10.4000/abpo.4512

ISBN : 978-2-7535-7878-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 11 juillet 2019

Pagination : 107-132

ISBN : 978-2-7535-7845-6

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Christian Rémy, « L'administration de la vicomté de Limoges sous gestion bretonne (1275-1375) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 126-2 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4512> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.4512>

L'administration de la vicomté de Limoges sous gestion bretonne (1275-1375)

Christian RÉMY

Docteur en histoire médiévale

À l'occasion de recherches consacrées à la première administration capétienne en Limousin, j'ai eu l'occasion de constater les fréquentes confusions opérées par l'historiographie (notamment régionale) entre officiers royaux et officiers vicomtaux¹. Il est vrai que ces erreurs d'identification sont favorisées par l'existence concomitante d'officiers se disant « sénéchal du Limousin » et relevant, pour les uns, du roi d'Angleterre en tant que duc d'Aquitaine, pour les autres du roi de France, ou encore du vicomte dit de Limoges². La difficulté est accrue par la pratique des désignations territoriales, dans les diocèses septentrionaux de l'Aquitaine, consistant à confondre le territoire diocésain et la cité épiscopale : ainsi Limoges et Limousin (tout comme Périgueux et Périgord d'ailleurs) sont exprimés dans les sources latines par le terme *Lemovicensis*, et cela pour l'évêque, le diocèse, le vicomte ou la sénéchaussée.

Les importantes avancées dans la connaissance des grandes familles vicomtales limousines et de leurs territoires permettent aujourd'hui d'appréhender la question de leur organisation administrative propre, indépendamment des structures mises en place par les Plantagenêts puis par les Capétiens³. La vicomté de Limoges offre la matière la plus riche et le rapide basculement de la principauté sous l'autorité des ducs bretons, dans le dernier quart du XIII^e siècle, permet d'examiner à la fois la mise en place de

1. RÉMY, Christian, *Les rois de France en Limousin et Périgord de Philippe Auguste aux derniers Capétiens. Agents, manifestations et rythmes de l'implantation du pouvoir royal dans le nord-est de l'Aquitaine de 1200 à 1328*, dactyl., thèse de doctorat d'histoire médiévale, Bernadette BARRIÈRE (dir.), université de Limoges, 2000.

2. TRABUT-CUSSAC, Jean-Paul, *L'administration anglaise en Gascogne sous Henry III et Édouard I de 1254 à 1307*, Paris/Genève, Droz, 1972.

3. La thèse de MARCILLOUX, Patrice, *Géographie féodale du Limousin aux XIV^e-XV^e siècles. « Li quatre vescomtat de Lemozi »*, dactyl., Paris, École nationale des chartes, 1991, a été déterminante pour redonner à la recherche en matière de territorialité un cadre rigoureux, qui s'était un peu perdu depuis les travaux des Alfred Leroux, Antoine Thomas ou Robert-Henri Bautier.

cette administration et son organisation, tant la trame des ^{xiii}e et surtout ^{xiv}e siècles sert de matrice à sa structuration de la fin du Moyen Âge, abordée, par exemple, par Gustave Clément-Simon, dans son étude sur la vicomté au ^{xv}e siècle⁴. Le dossier étant particulièrement copieux, j'ai choisi d'en interrompre l'examen détaillé à l'aube du dernier quart du ^{xiv}e siècle, dans le contexte de la reconquête de l'Aquitaine par les armées de Charles V, correspondant à une ère de pauvreté documentaire.

Après un nécessaire examen de la documentation disponible, j'exposerai le contexte de mise en place des premières administrations, du moins celles perceptibles par les sources, avant d'aborder les modalités et les caractéristiques de la première administration vicomtale et, enfin, ses liens avec les ducs bretons⁵.

Une documentation moins riche qu'il n'y paraît

L'existence d'un important fonds de la vicomté de Limoges et du comté de Périgord, compris dans la massive série E (pour la vicomté, aléatoirement au fil des liasses 600 à 881) des Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, peut laisser croire à une documentation foisonnante sur le fonctionnement de l'administration de la principauté durant les derniers siècles du Moyen Âge⁶. En réalité, les pièces conservées présentent un fort déséquilibre : si les actes de la seconde moitié du ^{xiv}e siècle et plus encore des ^{xv}e-^{xvi}e siècles s'avèrent nombreux, tant pour l'administration centrale des vicomtes que pour les diverses circonscriptions châtelaines, les documents émanant de la chancellerie vicomtale sont particulièrement rares pour le ^{xiii}e siècle et la première moitié du ^{xiv}e siècle. Cette carence s'explique tout simplement par le sinistre qu'ont connu les archives vicomtales, alors qu'elles étaient conservées au château d'Excideuil, lors de l'occupation par des troupes anglaises dans les années 1350⁷. Plusieurs témoignages concordent pour établir que le chartrier constitué jusqu'alors, autant par les vicomtes limousins jusqu'en 1263-1275 que par les vicomtes bretons à partir du mariage d'Arthur avec la jeune héritière Marguerite de Limoges, a été détruit à l'occasion de cet épisode⁸. Le fonds de la vicomté comprend bien, aujourd'hui, des docu-

4 CLÉMENT-SIMON, Gustave, *La vicomté de Limoges. Géographie et statistiques féodales*, Périgueux, Cassard frères, 1873.

5. Je remercie Anne Massoni et Yves Coativy de m'avoir proposé de présenter ce dossier lors de la journée du 31 janvier 2016.

6. Pour l'analyse de ce fonds, je renvoie à ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes des vicomtes de Limoges (x^e-xiv^e siècle)*, Genève, Droz coll. « Hautes études médiévales et modernes », 95, 2009, p. 61-63.

7. La place tombe entre les mains des Anglais sans doute en 1348.

8. Le compte financier rendu par Pierre Molin (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 624; *Comptes du duché*, 2016, n° xxxviii, p. 403-417) prend fin précisément en 1347, sans doute en raison de cette perte de la place forte. Le 8 janvier 1353 (n. st.), on évoque un certain Perrinet, « anglais demeurant à Excideuil » (Arch. dép. de la Haute-Vienne, 6 H 62; MOREL, Pierre, « L'abbaye de Solignac durant la guerre de Cent Ans », *Bulletin de la Société*

ments antérieurs au milieu du XIV^e siècle, mais il s'agit de pièces réintégré postérieurement (notamment le chartrier des chevaliers de Magnac, remontant au milieu du XIII^e siècle), qui n'émanent pas de l'administration vicomtale et qui ne permettent que très marginalement d'en renseigner le fonctionnement.

Aux Archives départementales de la Haute-Vienne, il n'existe aucun fonds vicomtal constitué, mais de nombreuses pièces isolées, issues de chancelleries autres, laïques ou ecclésiastiques, permettent de compléter la connaissance des officiers vicomtaux. Ces pièces ont presque toutes été identifiées par Jean-Pierre Thuillat, Didier Delhoume et Vincent Roblin, du moins jusqu'en 1314⁹. On trouve aussi des notes de dépouillements laissées par des historiens ou érudits du XIX^e siècle (en particulier par Auguste Bosvieux et Jean-Baptiste Champeval)¹⁰.

Parmi les fonds périphériques, il faut signaler le très beau chartrier de Hautefort, intégré au fonds de Damas, aux Archives départementales du Maine-et-Loire¹¹. Les Archives départementales de la Dordogne conservent de nombreuses liasses des XIII^e-XV^e siècles comprenant des mentions d'officiers de la vicomté, laquelle, rappelons-le, s'étendait en grande partie dans les terres de l'actuel département de la Dordogne¹². Enfin, les archives bretonnes, quoique souvent décriées pour leur faible teneur en documents des XIII^e-XIV^e siècles, apportent quelques précisions sur tel ou tel personnage¹³.

archéologique et historique du Limousin, t. LXXVIII, 1940, p. 310-311); en 1354, à Lastours, un acte évoque les risques liés à la présence des ennemis près du château d'Excideuil (« *inimicorum domini nostri Regis [...] prope castrum de Exidolio existunt* ») (BnF, Lat. 9194, p. 630); le 31 octobre 1355, une lettre des consuls de Brive évoque les Anglais maîtres d'Excideuil (*Ichidolh*) et de Comborn [PATAKI, Tibor, « Lettres des consuls de Brive aux consuls de Martel 1318-1372 », *Bull. de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, t. 96, 1974, p. 71-72, d'après Arch. mun. de Martel]; en mai 1356 encore, le roi Jean fait état de l'impossibilité des duc et duchesse de Bretagne d'accéder à leur chartrier vicomtal conservé au château d'Excideuil, alors occupé par les ennemis (BnF, Périgord 46, f^o 135; *Ordonnances des rois de France*, t. III, 1732, p. 67; ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes des vicomtes...*, op. cit., p. 61); cf. RÉMY, Christian « Château-Chervix au Moyen Âge : état des lieux et sources », *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. CXXXVIII, 2010, p. 249.

9 THUILLAT, Jean-Pierre, *Un conflit de trois siècles entre le chapitre de Saint-Yrieix et les vicomtes de Limoges (1247-1505)*, 2 vol., dactyl., mémoire de maîtrise, Université de Limoges, Bernadette BARRIÈRE (dir.), 1992; DELHOUME, Didier, *Les vicomtes de Limoges au XIII^e siècle. Édition critique d'un corpus de sources écrites*, 2 vol., dactyl., mémoire de maîtrise, Université de Limoges, Bernadette BARRIÈRE (dir.), t. II, 1998; ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges (X^e-XIV^e siècles). Famille et pouvoir entre Limousin et Périgord*, dactyl., thèse de doctorat, Dominique BARTHÉLEMY (dir.), Paris, EPHE, 2007.

10. Arch. dép. de la Haute-Vienne, fonds Auguste Bosvieux, 5 F et Jean-Baptiste Champeval, 7 F.

11. Arch. dép. du Maine-et-Moires, fonds de Damas, 30 J (intégrant le chartrier de Hautefort, anciennement appelé « papiers de Cumont »).

12. En particulier dans la série E.

13. Ainsi, la mise en ligne des sceaux ducaux par les Arch. dép. de Loire-Atlantique est précieuse.

En ce qui concerne ce sujet, la bibliographie s'avère assez réduite : en dehors des recherches récentes – et déjà évoquées – de Didier Delhoume, de Patrice Marcilloux, de Vincent Roblin et de Jean-Pierre Thuillat, et des premières listes fiables d'officiers royaux dues à Léopold Delisle et à Gustave Dupont-Ferrier¹⁴, il faut redoubler de méfiance à l'égard des assertions d'un François Marvaud et de plusieurs autres études, consacrées notamment aux sénéchaux et qui confondent souvent les sénéchaux royaux, ducaux et vicomtaux du Limousin¹⁵. La bibliographie bretonne constitue évidemment un complément majeur à l'enquête, même si je ne suis pas le mieux placé pour en connaître les diverses facettes¹⁶.

La constitution des premières administrations dans le Limousin du XIII^e siècle

La formation d'une administration vicomtale s'inscrit dans un contexte de renouvellement de l'exercice du pouvoir. Avec l'affirmation de la puissance ducale, dans la seconde moitié du XII^e siècle, puis l'implantation du pouvoir capétien, dans la première moitié du siècle suivant, les vicomtes limousins sont confrontés à des modèles de gestion plus efficaces. La définition de cadres territoriaux précis, hiérarchisés et confiés à des représentants révocables, soumis à la production de comptes financiers rigoureux, devient le standard de la gestion domaniale. Les uns après les autres, mais parfois avec de sérieux décalages chronologiques, les grandes principautés limousines installent dans leurs terres des administrations rénovées au cours du XIII^e siècle, voire dans la première moitié du siècle suivant (fig. 1).

Le premier sénéchal attesté dans la province limousine est celui des Plantagenêts, affecté à la gestion du Poitou et de ses dépendances, dont le Limousin fait alors partie. Ainsi, entre 1190 et 1199, les rois d'Angleterre, comme ducs d'Aquitaine, placent un sénéchal dans le comté de la Marche, qu'ils avaient racheté au dernier comte en 1177, ainsi que dans les seigneu-

14. DELISLE, Léopold, « Chronologie des baillis et des sénéchaux royaux depuis les origines jusqu'à l'avènement de Philippe VI », *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. XXIV, Paris, 1904, p. *15 à *270; DUPONT-FERRIER, Gustave, *Gallia regia ou état des officiers royaux des bailliages et des sénéchaussées de 1328 à 1515*, Paris, t. III, 1947, p. 532-566, et *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les institutions monarchiques locales en France à la fin du Moyen Âge*, Paris, 1902.

15. En particulier, LÉPINAY, Gaston de, « Sénéchaux, vice-sénéchaux et gouverneurs du Limousin », *Bull. de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, Brive, t. VIII, 1886, p. 489-513, repris par PAUCARD, Antoine, « Les sénéchaux royaux du Limousin du XII^e au XIV^e siècle », *Lemouzi*, n° 125, 1993, p. 75-86.

16. Par exemple, le récent JONES, Mickaël et CHARON, Philippe (éd.), *Comptes du duché de Bretagne. Les comptes, inventaires et exécution des testaments ducaux, 1262-1352*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016 (qui omet le compte de Gui de Manville, prévôt de La Roche-l'Abeille, pour l'année 1342 et celui d'Aymar de Bonneval pour Ségur en 1345, conservés aux Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 846 et 863). Je remercie Marjolaine Lèmeillat pour les éclairages dont elle a bien voulu me faire part sur les familles bretonnes.

Figure 1 – L'environnement féodal de la vicomté de Limoges au XIV^e siècle : les grandes principautés du Centre-Ouest

DAO C. Rémy 2017, d'après :

BURIAS, Jean, « Géographie historique du comté d'Angoulême (1308-1531) », *Mémoires de la Société archéologique et historique de Charente*, 1955;

LAHARIE, Muriel, « La géographie du Périgord comtal (IX^e-XIV^e siècle) », dans HIGOUNET, Charles (dir.), *Recherches sur l'histoire de l'occupation du sol en Périgord*, Paris, Éd. du CNRS, 1978, p. 43-52; MARCILLOUX, Patrice, *Géographie féodale du Limousin aux XIV^e-XV^e siècles. « Li quatre vescomtat de Lemozi », thèse de l'ENC, Paris, 1991;*

REMY, Christian, *Crozan, forteresse d'exception entre Limousin et Berry, Limoges, Éd. Culture et patrimoine en Limousin*, 2011, p. 30;

RÉMY, Christian, dans *Congrès archéologique de France. Périgord 1998*, Paris, Société française d'archéologie, 1999, p. 196.

ries de Bridiers et de Peyrat-le-Château, qui constituaient des entités jouissant, pour des raisons différentes, d'une certaine autonomie. La disparition des archives comtales ne permet pas de cerner précisément le développement d'une administration propre à ce territoire par les Lusignan, investis du comté à partir de 1199¹⁷. Mais on trouve, assez régulièrement durant le XIII^e siècle, des mentions de sénéchaux – comme dans tout l'espace poitevin d'ailleurs – attestant du maintien de la fonction, pour des comtes de la Marche – les Lusignan – au demeurant bien davantage impliqués en Angoumois et en Poitou. Le comté est dès lors découpé en châtellenies dirigées par des prévôts, ce qui est tout à fait conforme aux usages poitevins. La documentation conservée permet aussi de déceler l'établissement

17. BARRIÈRE, Bernadette, « Le comté de la Marche. Une pièce originale de l'héritage Lusignan », dans *Isabelle d'Angoulême, comtesse-reine et son temps (1186-1246)*, Actes du colloque de Lusignan, 1996, Poitiers, Éd. CESC, 1999, p. 27-34.

d'une juridiction gracieuse dans les châtelainies marchaises à partir des années 1280¹⁸. Au début du ^{xiv}^e siècle, sans doute à l'occasion du transfert du comté à Charles, fils de Philippe le Bel (après le 30 novembre 1314), on constate l'établissement d'un chancelier, pour l'essentiel chargé de la garde du sceau : le personnage, généralement de second rang et souvent simple damoiseau, était compétent dans tout le comté pour la juridiction gracieuse. En revanche, la Marche ne semble pas comprendre de juge, la justice étant rendue directement par les châtelains-prévôts, et on ne dispose d'aucune mention de receveur comtal avant le ^{xv}^e siècle¹⁹.

Le premier sénéchal royal n'est instauré, en Limousin (Périgord et Quercy), qu'en 1242, dans le cadre de la grande opération de mise au pas de l'Ouest poitevin, suite à la révolte des Lusignan soutenus par le roi-duc. Une tentative de gestion depuis la sénéchaussée royale du Poitou avait été esquissée dans les années 1220 mais elle n'a pas connu de suite. Les premières circonscriptions locales, baillies ou vigueries royales, ne sont attestées que vers 1280, en même temps que les premiers titulaires d'équipes administratives telles qu'elles sont connues dans les autres provinces du royaume : juge mage, juge ordinaire, receveur, procureur, secondés dans leurs missions par des sergents²⁰.

Plus au sud, le comté de Périgord présente une organisation assez différente. Si, à partir du milieu du ^{xiii}^e siècle, le comte dispose de prévôts et de bailes dans ses châtelainies, il entend conserver sur eux un contrôle direct. Le premier juge comtal, Itier Roussel, sans doute chargé de la tournée des assises, n'est signalé qu'en 1299. En 1342, à l'occasion de l'échange de ses droits sur Bergerac, le comte obtient du roi l'autorisation de créer un juge d'appel pour ses domaines et le ressort de cette cour a été étendu par octroi royal à d'autres terres, pourtant non comtales²¹. L'office de sénéchal n'est attesté, dans le comté de Périgord, qu'à partir des années 1320 et son titulaire n'est que le lieutenant du comte, chargé de recevoir les hommages mais dénué d'attributions financières ou judiciaires. Cet office de sénéchal a d'ailleurs été rapidement supprimé (dans les années 1340). On signale aussi, vers 1320, un chambrier, un connétable, un chambellan, témoignant d'une organisation de l'hôtel comtal. Dans l'ensemble donc, les comtes de Périgord, qui sont des comtes indigènes (jusqu'à la fin du ^{xiv}^e siècle), ont

18. Le phénomène est attesté en Poitou et en Auvergne dans les années 1270 (GIRY, Arthur, *Manuel de diplomatique*, Paris, Hachette, 1894, p. 835 ; CAROLUS-BARRÉ, Louis, « L'ordonnance de Philippe le Hardi et l'organisation de la juridiction gracieuse », *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. xcvi, 1935, p. 5-48).

19. La connaissance des structures de l'ancien comté de la Marche doit beaucoup aux travaux, déjà anciens, d'Antoine Thomas. Voir, entre autres : THOMAS, Antoine, *Le comté de la Marche et le parlement de Poitiers, 1418-1436*, Paris, H. Champion, 1910. De nombreux dossiers ont aussi été amorcés par Auguste Bosvieux dans le fonds portant son nom (5 F) aux Arch. dép. de la Haute-Vienne, et par Robert Henri Bautier.

20. Cf. note 1.

21. Cette question de la cour des appeaux a été longuement étudiée par FAGE, René, *Une ancienne justice. La cour d'appeaux de Ségur*, Limoges, Impr. de Chapoulaud frères, 1880.

tenu leur domaine d'une main ferme et sont même parvenus à l'agrandir durant tout le ^{xiv}^e siècle, ce qui n'est plus le cas des Limoges à partir du milieu du ^{xiv}^e siècle²².

De même, dans la vicomté de Turenne, dont le fonctionnement a toujours été assez original en Limousin, on ne connaît aucune mention de sénéchal : les vicomtes semblent avoir conduit leurs affaires domaniales directement, sans l'instauration d'un officier permanent, comme les comtes de Périgord donc. Peire Pelissier, troubadour et bourgeois de Martel, est considéré par l'historiographie littéraire comme le baile de la vicomté vers 1175-1180, mais on ne trouve mention d'aucun baile vicomtal par la suite, même à l'échelon local. Dans les actes de la pratique, les vicomtes apparaissent accompagnés par des nobles de leur cour et de jurisperites²³ sans fonction affichée, mais on ne signale jamais d'officiers locaux (bailes, prévôts ou même châtelains). Un juge des causes de la cour vicomtale est attesté en 1270 et un juge dit de Turenne en 1299. Le vicomte avait bénéficié, dès 1263, de l'attribution par le roi duc d'une cour d'appel particulière : le privilège a été confirmé par les Capétiens en 1286, et peut-être ce juge correspond-il à cette cour d'appel domaniale ? En tout cas, au cours du ^{xiv}^e siècle, la justice locale est exercée par des juges de châtelainies : maître Pierre de Champagnac, clerc, juge mage vicomtal du château et de la châtelainie de Servièren en 1335, ou Pierre Pinelli, juge vicomtal du château et de la châtelainie de Caylus en 1352. La juridiction gracieuse est assurée par un sceau vicomtal signalé à partir du dernier tiers du ^{xiii}^e siècle (Adémar Barbe, chapelain, en 1268-1281 ; Étienne Maynard, damoiseau, en 1285-1292)²⁴.

Les Ventadour n'ont ni sénéchaux, ni prévôts, mais des bailes locaux. Ces derniers sont attestés dès la première moitié du ^{xiii}^e siècle et le système, mal couvert par les archives avant le milieu du siècle, est peut-être plus ancien. On connaît des bailes dans quelques-uns des châteaux vicomtaux tenus en régie directe : Peyroux (de 1240 à 1278), Margerides (1278), Ussel (de 1264 à 1338) et Meymac (en 1265). Un « baile de Ventadour » (de la vicomté ?) est signalé en 1355, mais cette mention reste isolée et est peut-être liée à une absence prolongée du vicomte Bernard. Les vicomtes semblent donc avoir administré directement leur domaine, eux ou leurs épouses lors des périodes d'absence, sans doute comme les Périgord ou les Turenne, avec une petite équipe de conseillers pris dans leur vasselage. Quant à la justice, un juge vicomtal est mentionné dès 1305 et le poste est

22. Pour le Périgord comtal, les deux études majeures restent celles de AVEZOU, Roger, « Les comtes de Périgord et leur domaine au ^{xiv}^e siècle », *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. LII, 1925, p. 197-205 et 230-238, et de LAHARIE, Muriel, *Le pouvoir comtal en Périgord des origines à 1311. Recueil d'actes*, dactyl., thèse de doctorat de 3^e cycle, Université de Bordeaux, 1975, t. I, p. 17-24 et 85-87.

23. Spécialistes du droit.

24. Sur Turenne, on peut s'appuyer avec confiance sur les travaux de PATAKI, Tibor, « Les institutions seigneuriales de la vicomté de Turenne jusqu'en 1350 », *Bulletin de la Société des études du Lot*, t. CVIII, 1987, 2^e partie, p. 100-137.

ensuite tenu par divers jurisconsultes, ce qui accrédite la dimension judiciaire du poste. En 1351, tout comme le vicomte de Turenne et le comte de Périgord, celui de Ventadour obtient le droit de tenir un juge des appels mais il ne semble pas avoir procédé à l'installation de cet officier qui devait plus ou moins faire doublon avec la fonction de juge vicomtal²⁵.

Dans la petite vicomté de Rochechouart, dont les titulaires sont issus des anciens vicomtes de Limoges, l'existence d'une véritable organisation administrative n'est perceptible qu'à partir du dernier quart du XIII^e siècle, voire du premier quart du XIV^e, alors que la documentation est tout à fait exceptionnelle et ne laisse donc pas présager de lacunes documentaires majeures. Ainsi, le premier prévôt vicomtal, affecté au château et à la seigneurie de Rochechouart, n'est signalé qu'à partir de 1276 (Jean de Prunh); le premier garde du sceau vicomtal (Pierre Mathieu), chargé de la juridiction gracieuse, est attesté à partir de 1292. La vicomté étant comprise dans la mouvance poitevine, il est normal d'y voir émerger, à partir de 1319, un sénéchal, représentant les vicomtes quand ils sont absents et tenant les assises en compagnie du juge (signalé à partir de 1359 seulement). Le premier receveur de la vicomté (Hélie du Pont) lui est d'ailleurs contemporain (1321) et il semble aussi faire fonction de procureur permanent du vicomte et de ses enfants depuis 1310²⁶.

Dans la vicomté de Comborn, bien moins renseignée en raison de la perte de son chartrier (intégré, au début du XVI^e siècle, à celui de Pompadour, le tout aujourd'hui perdu), un baile tout à fait isolé est attesté au XII^e siècle (Pierre Raymond, *bajulus* du vicomte Archambaud, vers 1119-1140) mais aucune mention de sénéchal ou de prévôt n'est connue dans leurs domaines. La première – et seule – mention d'un juge st celle de maître Pierre Arnaud, clerc, « juge des seigneurs de Treignac » en 1299²⁷. Il s'agit sans doute d'un problème de documentation mais on doit observer que les chartes émanant des vicomtes, aujourd'hui conservées dans d'autres fonds, ne trahissent aucunement l'existence d'officiers des Comborn, ce qui suggère une structuration administrative peu poussée²⁸. La situation documentaire est tout aussi navrante pour les vicomtes d'Aubusson ou ceux de Brosse, arrimés à des seigneurs lointains aux XIII^e et XIV^e siècles et dont les actes épars n'éclairent pas l'organisation administrative²⁹.

On est donc, en Limousin, assez loin des usages bretons, où des sénéchaux locaux sont attestés dès la fin du XI^e siècle et un sénéchal ducal dans le dernier tiers du XII^e siècle, commandant aux six autres sénéchaux de

25. REMY, Christian, dans POUSTHOMIS, Bernard, (dir.), *Ventadour en Limousin. Un château du pays des troubadours*, Limoges, Éd. CPL, 2014, p. 17-37.

26. Résultats inédits, grâce à la consultation de nombreuses liasses du fonds de Rochechouart, Arch. dép. de la Haute-Vienne, 1 E 3.

27. Arch. dép. de la Haute-Vienne, 5 F/1 41, n° 20.

28. MARCILLLOUX, Patrice, *Géographie féodale...*, *op. cit.*, p. 348.

29. Aubusson est racheté par les comtes de la Marche vers 1260 et intégré au comté; la vicomté de Brosse échoit aux Chauvigny, sires de Déols et de Châteauroux, au début du XIV^e siècle, avant de tomber dans le patrimoine des lointains vicomtes de Thouars.

comtés. Ces circonscriptions sont, au cours du XIII^e siècle, plutôt bien renseignées et les titulaires issus de la noblesse bretonne changent de postes un peu à la manière de l'administration royale et des principautés du nord du royaume³⁰.

La genèse d'une administration vicomtale et son organisation

L'histoire de la vicomté de Limoges, des origines au début du XIV^e siècle, a été reconstituée par Vincent Roblin, sur lequel il faut largement s'appuyer³¹. Ainsi, avant 1263, on dispose de peu d'informations. Vincent Roblin a montré comment les vicomtes dirigent eux-mêmes leur terre, avec des viguiers et des bailes locaux dont les fonctions ont eu tendance à se patrimonialiser, ce qu'attestent les nombreuses familles de Vigier identifiées dans les mesnies castrales de la vicomté. Toutefois, la création d'un sénéchal, officier central en charge de l'administration vicomtale, n'est pas imputable à la vicomtesse Marguerite, par transplantation d'un procédé bourguignon, mais bien à Gui VI : en 1255 et en 1259, deux personnages agissent en tant que sénéchaux « du vicomte » (et pas de la vicomté)³². Après la mort de ce vicomte (1263), la vicomtesse douairière semble reprendre les choses en main, avec son fidèle maître Géraud de Maulmont, auquel elle confie de larges prérogatives, dans un contexte difficile de rébellions qui aboutissent à l'intervention directe du roi de France ou de ses agents (dans les affaires de Bruzac, de Châlus et de Bourdeilles) et de guerre ouverte contre les bourgeois de Limoges (amorcée en 1261)³³. En juillet 1275, après une tentative de mariage avortée entre Marie de Limoges et Robert, fils du roi Louis IX, en 1269, la jeune héritière de la vicomté est unie à Arthur, petit-fils du duc de Bretagne Jean I^{er} (et fils du futur Jean II). Le jeune époux devient donc vicomte : il est ainsi désigné à partir de 1279 et gouverne seul, après la mort de Marguerite (fin 1290 ou début 1291). Mais héritier de la Bretagne à partir de 1286, il semble quitter le Limousin autour de 1300 (dès 1293 d'après Vincent Roblin), pour succéder à son père en 1305. En réalité, du vivant de la vicomtesse douairière, Marguerite de Bourgogne (1263-1279), et encore sous Marie de Limoges (1275-1290), la politique vicomtale est largement confiée à Géraud de Maulmont, secondé par son frère Hélié et son neveu Hélié *junior*, lequel Géraud devient une sorte de vice-vicomte (« *gubernator vicecomitatu* » d'après un chroniqueur du temps)³⁴. Les sénéchaux de l'époque sont alors des inconnus, d'osb-

30 LEGUAY, Jean-Claude et MARTIN, Henri, *Fastes et malheurs de la Bretagne ducal, 1213-1532*, Rennes, Ouest-France, 1982, p. 22-26; CHÉDEVILLE, André et TONNERRE, Noël-Yves, *La Bretagne féodale*, Rennes, Ouest-France, 1987, p. 105-108.

31 ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, 2007, p. 375-376.

32. Vincent Roblin constate de même que, dans les années 1270, les sénéchaux se disent « de la vicomtesse » ; la formule « sénéchal de la vicomté » n'est attestée qu'à partir de 1280 (*Ibidem*, p. 453).

33 RÉMY, Christian, *Les rois de France...*, *op. cit.*, 2000, p. 105-108 et 113-119.

34 RÉMY, Christian, « Châluçet et les châteaux de maître Géraud de Maulmont », *Bulletin monumental*, t. 159/II, 2001, p. 113-141 ; BABELON, Jean-Pierre et RÉMY, Christian, « Les châ-

curs chevaliers sans doute de modeste extraction ; leurs prénoms et patronymes ne sont pas caractéristiques et restent inconnus en Limousin, ce qui laisse à penser qu'il s'agit de personnages venus d'ailleurs (peut-être de Bourgogne ?). Après 1290 et la mort de la vicomtesse Marie, Arthur dispose enfin d'un peu de latitude pour évacuer Maulmont et mener sa propre politique vicomtale (il se remarie en 1294). Comme l'a bien montré Vincent Roblin, la vicomté devient dès lors une sorte de sas d'attente pour l'héritier du duché, souvent appelé en Bretagne et donc obligé de se faire représenter : Jean III est investi de la vicomté dès 1301, succède à son père (duc depuis 1305) en Bretagne en 1312 et confie rapidement ses terres limousines à son frère puîné Gui VII (1314-1317), avant que celui-ci ne soit pourvu du comté de Penthievre et ne quitte le Limousin. La vicomté fait donc retour au duc Jean III, remarié depuis 1310 à Isabelle de Castille († 1328), à qui il l'avait d'ailleurs promise en douaire et qui n'en prend effectivement possession qu'après 1318³⁵. Jean III se remarie une ultime fois, en 1329, à Jeanne de Savoie († 1344), laquelle est à son tour gratifiée de la vicomté de Limoges, en douaire, mais toujours en association avec son époux³⁶. Les types monétaires de la monnaie de Limoges et les empreintes de sceau de la juridiction gracieuse assurée dans la vicomté permettent de suivre ces changements de personnes à la tête du duché et, par contrecoup, de la vicomté de Limoges³⁷.

Mais de ses trois mariages, Jean III n'a eu aucun héritier : la vicomté est donc dévolue à sa nièce, Jeanne, mariée à Charles de Blois³⁸, laquelle transfère d'ailleurs ses droits à son époux dès 1343³⁹. Dans le contexte de la guerre de Succession de Bretagne, elle soutient son époux jusqu'à son

teaux de Bourdeilles », *Congrès archéologique de France. Dordogne, 1998*, Paris, Société française d'archéologie, 1999, p. 119-142.

35. Par acte de mars 1312 (n. st.) (*Registres du Trésor des chartes*, t. I, 1958, n° 1492). En mars 1314, Gui de Bretagne s'engage à verser à sa marâtre, la douairière Yolande de Dreux, une pension compensatrice de 2000 livres tournois (*Registres du Trésor des chartes*, t. I, 1958, n° 2145). L'accord de retour de la vicomté dans le giron du duc date d'avril 1318 (*Registres du Trésor des chartes*, t. II, 1966, p. 355, n° 1882). Par la suite, la juridiction gracieuse vicomtale est exercée au nom de la duchesse vicomtesse Isabelle et comporte les tours de Castille, mais à partir de 1322, c'est le couple qui est invoqué.

36. La juridiction gracieuse est exercée au nom du couple et le sceau arbore les armes parties de Bretagne et de Savoie, par exemple, en mars 1342 (n. st.) (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, 762 et RAYMOND, Paul, *Sceaux des archives du département des Basses-Pyrénées*, Pau, Ribaut, 1874, n° 843).

37. COATYV, Yves, *La monnaie des ducs de Bretagne de l'an mil à 1499*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, chap. III, p. 95-119 ; BELLAT, Typhaine, *Les monnaies de la vicomté de Limoges durant la domination bretonne (1275-1360)*, Nantes, Éd. Association numismatique armoricaine, 2012 ; voir aussi le site de la Société de numismatique du Limousin (www.snl87.fr).

38. La juridiction est exercée en son nom par exemple en juin 1343 (Arch. dép. de la Haute-Vienne, 1 E 1 / 64).

39. Accords de décembre 1343 et février 1344, *Archives historiques du Limousin*, t. IX, 1904, p. 179 et Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 624. On connaît son sceau en août 1351 (*Inventaire des sceaux de Clairambault*, n° 1516).

décès, lors de la bataille d'Auray en 1364⁴⁰. Elle devient dès lors comtesse de Penthièvre et douairière de la vicomté jusqu'en 1384⁴¹ : en réalité, après la mort de Montfort et dans le contexte de l'après Brétigny, il semble que la vicomté ait été largement administrée par le prince de Galles et d'Aquitaine (1365-1369)⁴². En 1369, Jeanne cède ses droits au roi Charles V et l'administration vicomtale semble dès lors contrôlée par la couronne : à Ségur, en particulier, les capitaines du château sont tous nommés par le roi (à partir de la libération de la place, vers 1373) et le juge de la cour seigneuriale du lieu exerce la juridiction gracieuse au nom du roi de France (jusqu'en 1422 au moins)⁴³. Le roi restitue officiellement la vicomté à Jeanne en 1378, laquelle transmet ensuite ses droits à son fils Jean [IV], dont il se réclame après la mort de sa mère en 1384.

Le territoire de la vicomté consiste en un maillage de châtelainies (fig. 2). Certaines de ces places fortes sont en régie directe, contrôlées par le vicomte qui y réside plus ou moins fréquemment (Excideuil, Nontron, Ségur) ; il y nomme des familiers pour les administrer en son absence. D'autres restent en régie directe mais ne semblent pas voir séjourner les vicomtes (Ans, Auberoche, Ayen, Château-Chervix, Masseret, Moruscles, Piégut, La Roche-L'Abeille et Salon) : elles sont confiées à des prévôts. Les plus importantes de ces circonscriptions, à en juger par les documents financiers qui permettent d'appréhender leur assise fiscale, sont de toute évidence Nontron, avec sa cinquantaine de paroisses, puis Excideuil, Ayen et Ségur. Les terres de Châlus, Courbefy et Châluset, acquises des La Trémoille autour de 1400, ont été regroupées en une circonscription, tout comme le pôle Terrasson-Larche, racheté au sire de Pons vers 1440⁴⁴.

Mais d'autres châtelainies ont très tôt été, tout ou partiellement, concédées en fief à des familles, qui ne sont peut-être que les descendants d'anciens officiers locaux dont la charge s'est patrimonialisée ; les rapports entre ces tenants de châteaux et les vicomtes ont longtemps été tendus, au sujet de l'hommage ou tout simplement de l'usage du site en cas de besoin. Les vicomtes y ont parfois séjourné et y ont bâti des tours : ainsi sont gérés les *castra* d'Aixe (en grande partie à la famille d'Aixe aux XIII^e-XIV^e siècles), de Châluset (aux Jaunhac jusque vers 1275), de Châlus (aux Chabrol jusqu'au

40. En mars 1351 (n. st.), elle se dit duchesse de Bretagne, vicomtesse de Limoges, dame de Guise et de Mayenne (BnF, Doat 243, f° 210). Le couple apparaît dans plusieurs actes des années 1356-1359, et l'empreinte de leur sceau commun est conservée sur une pièce de mai 1357 (Arch. dép. du Maine-et-Loire, 30 J 51, n° 6).

41. L'histoire de la vicomté de Limoges au cours du XIV^e siècle mériterait d'être reprise, tant le texte de Marvaud, pourtant mauvais, est aujourd'hui encore l'une des rares études diachroniques.

42. Cela est manifeste dans au moins deux expéditions, en 1367 et 1369 (Arch. dép. du Maine-et-Loire, 30 J 33, n° 14, et 30 J 51, n° 25).

43. Les assises de Ségur sont encore tenues au nom du roi de France en décembre 1422 (Arch. dép. de la Haute-Vienne, 1 E 1 / 72).

44. Il subsiste un fragment de registre de reconnaissances envers le vicomte et de *vidimus* d'actes de la seconde moitié du XV^e siècle dans les archives du château de Bonneval (carton 135).

**Figure 2 – Les châtelennies composant la vicomté de Limoges
aux XIV^e-XV^e siècles**

DAO, C. Rémy, 2017

milieu du XIII^e siècle), de Pierre-Buffière (aux Pierrebuffière), puis tous ceux qui ont été confiés à maître Géraud de Maulmont (Châlus, Courbefy). Quelques circonscriptions offrent une situation particulière (Saint-Yrieix, où le château vicomtal appelé La Prévôté est imbriqué dans l'enclos fortifié du chapitre, et Thiviers, où la prévôté vicomtale ne semble pas avoir disposé de château). Enfin, de nombreuses terres s'avèrent tenues en fief par des féodaux plus ou moins soumis : la moitié de Bruzac et de Mareuil, Bourzac, Lastours. On sait que le site de Hautefort n'a échappé à une absorption par la vicomté que par une soumission opportune de Bertrand de Born au roi Philippe Auguste en 1212⁴⁵, et que Bourdeilles, alors dépendant du siège épiscopal de Périgueux, a failli basculer dans la mouvance vicomtale autour de 1260 et que cela ne s'est pas fait en raison du décès prématuré de Gui VI (1263)⁴⁶.

45: REMY, Christian, *Les rois de France...*, op. cit., t. I, p. 61.

46: ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., p. 319.

Cette géographie vicomtale n'a que peu évolué entre les XIII^e et XV^e siècles. Certaines châtelainies sont sorties du domaine propre pour être cédées à des seigneurs, qui les tinrent dès lors en fief : c'est le cas du trio Châlus, Châluget et Courbefy, déjà évoqué, dans le dernier quart du XIII^e siècle ou de La Roche-l'Abeille vers 1357 pour les Aubert. À l'inverse, la vicomté s'est aussi accrue de quelques terres : au tout début du XV^e siècle, elle réintègre Châlus, Châluget et Couberfy, puis Terrasson et Larche vers 1440. Mais le phénomène le plus marquant, à partir de la seconde moitié du XIV^e siècle, tient dans les multiples démembrements partiels qui ont été opérés par les vicomtes successifs, au profit de certains de leurs proches serviteurs, pour les remercier de leurs états de service mais de plus en plus par nécessité financière : ainsi, la seigneurie de Castelnovel est démembrée d'Ayen dans la première moitié du XIV^e siècle, Juillac vers 1359 au profit des Pérusse des Cars, Saint-Cyr-la-Roche d'Ayen pour les Hélie de Pompadour en 1364-1367, Piégut de Nontron au début du XV^e siècle, Saint-Aulaire d'Ayen au profit des Beaupoil en 1441, Peyzac de Ségur au milieu du XV^e siècle ou encore Coussac de Ségur au profit des Bonneval en 1486⁴⁷. Ce désossement du domaine vicomtal, souvent à pacte de rachat dans un premier temps, ne fait qu'annoncer la cession définitive des châtelainies dans le courant du XVI^e siècle (Ayen, Château-Chervix, Masseret, Morsucle, Ségur, la Prévôté vicomtale de Saint-Yrieix).

Gustave Clément-Simon a brossé un état de l'administration vicomtale autour de 1500, avec un sénéchal aussi qualifié de gouverneur (gagé 100 livres), un receveur (150 livres de gages), un juge général (100 livres de gages), un procureur général. Le chancelier et le capitaine général de la vicomté, connus antérieurement, ont disparu au cours du XV^e siècle⁴⁸. On constate aussi, à partir de la toute fin du siècle, l'existence d'un juge de la cour des appeaux basée à Ségur mais dont les origines restent mal connues⁴⁹. En 1502, il fait encore doublon avec celui du comté de Périgord⁵⁰. Les circonscriptions locales, désignées comme châtelainies, du moins celles encore équipées d'un château en état, étaient confiées à des capitaines, flanqués d'une équipe administrative restreinte (juge, procureur, receveur). Les autres châtelainies, sans forteresse, étaient gérées par le binôme juge et receveur.

La confrontation des documents épars rassemblés permet d'esquisser un tableau de cette administration de la vicomté de Limoges dans la première moitié du XIV^e siècle (fig. 3).

47 REMY, Christian, *Splendeurs de Bonneval. Destins croisés d'un château et d'une famille*, Limoges, Les Ardents Éditeurs, 2017, p. 71.

48 CLÉMENT-SIMON, Gustave, *La vicomté de Limoges...*, *op. cit.*, p. 29.

49 FAGE, René, *Une ancienne justice...*, *op. cit.*

50. Comme cela est explicitement dit dans l'enquête de 1502 (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 667). La fusion des deux sièges ne semble effective qu'à partir de 1521, avec Hélie André (FAGE, René, *Une ancienne justice...*, *op. cit.*, p. 41).

Le personnage le plus éminent, premier représentant du vicomte absent, est le sénéchal : il concentre des prérogatives militaires (menant la troupe, notamment durant la guerre de la vicomté, en 1271, 1273, 1276 ou 1277), féodales (il reçoit les hommages) et judiciaires (il procède aux saisies et peut rendre la justice lors des assises). Il peut s'adjoindre les services d'un lieutenant particulier. On voit le sénéchal intervenir dans la résorption de contentieux. Il valide aussi des actes mais ne semble pas gérer la juridiction gracieuse, laissée au juge de la vicomté. Hormis Bertrand de Vassignac, à la fin du XIII^e siècle, tous sont chevaliers, ce qui leur donne du crédit pour diriger la troupe si nécessaire (comme à Saint-Yrieix en 1316 et en 1317)⁵¹. En 1278, Eudes de Karderian est qualifié de prévôt de Limoges et de sénéchal : cumulait-il l'office général avec la charge locale ? Dans un acte de 1302, on voit agir quatre émissaires du vicomte, deux chevaliers et deux autres personnages suivis de la mention *senescalli vicecomitatus Lemovicensis* : probablement la formule ne vise-t-elle que le dernier⁵² ?

Le « juge de la cour de la vicomté » supervise la juridiction gracieuse avec le sceau de la *curia* vicomtale. Il ne semble pas particulièrement présider les assises, souvent tenues par le sénéchal lui-même. Le premier titulaire connu est maître Pierre Franc ou Lefranc (*Franci / Franchi*), jurispérite, en 1301-1306. Il est aussi mentionné en 1308 mais un acte de 1306 le dit « jadis juge » et parle de lui au passé. Pierre Franc, clerc, son probable fils, est en poste en 1311-1314. Il est conseiller du vicomte en 1317 et en mission en 1319. Il possédait un hôtel à Nontron et une maison à Montbrun, toutes deux attestées en 1335⁵³. Entre ces deux titulaires, il semble qu'il y ait eu maître Pierre *Coperii* parfois écrit *Capri* (1310-1311)⁵⁴. On trouve ensuite : Hélié Audebert, clerc notaire (1318-1327) ; Bernard Molinier (1331, clerc en 1308, jurispérite en 1327, puis chevalier) ; maître Géraud Juge (1334) ; maître Guillaume de La Motte, jurispérite (1334-1335) ; maître Simon de *Audoyno / Odoyno*, *legum professor* (1337) ; Géraud de Puyfaucon (1344) ; maître Guillaume Paris (1357-1359), conseiller du duc et doyen de Nantes.

Le procureur de la vicomté est-il vraiment permanent ? Quelques rares titulaires de lettres de procuration dans un flot de procureurs ponctuels semblent être les représentants judiciaires attitrés des vicomtes : Jean *de Ponte* (1308-1322, devenu chevalier) ; Guillaume *Borelli* (av. 1326) ; Guillaume de La Motte, jurispérite (1327-1334, déjà à Excideuil en 1321) ; Aymeric Bertin (1335) d'Ayen ; maître Guillaume *de Capra / Cepie* (1346-1360).

51. THUILLAT, Jean-Pierre, « Un ost du vicomte de Limoges entré en armes dans la ville de Saint-Yrieix le 24 août 1317 », *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. CXXIV, 1996, p. 71-79.

52. Il s'agit de David *Desesmaysons* et *Luce de Gresio* (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 861).

53. Son fils, Simonnet Franc, teste en faveur de Laurent Panet, à Nontron, d'après une enquête de 1409 (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 805).

54. Quatre occurrences entre janvier 1310 et mars 1311 (Arch. dép. de la Haute-Vienne, 1 EE 1/13 ; 10 F 16 ; 25 H 460 ; E 753). La similitude du prénom peut engendrer des erreurs de lecture.

Figure 3 – Tableau des sénéchaux de la vicomté de Limoges des origines à la fin du *xiv*^e siècle

Titulaire	Qualité	Dates	Origine	Sources
Adémar Prévôt (Preposito)	chevalier	1255, mars 1255, mars 1256	Limousin	AD Haute-Vienne, D 1189 BnF, Périgord 34, f. 52 v ^o Farnier, Ligueux, 1931, t. 1, p. 34
Jaubert de Livron (de Liouro)	chevalier	1259, mai	Limousin	AD Haute-Vienne, 2 EE 49
Hugues de Fonmentho		1271, juillet		AD Pyrénées-Atl., E 738
Guillaume de Faugeyrolis		1273, mars		Chartes, chroniques 1886, n ^o XC
Gui d'Alas	chevalier	1276, mai		R.H.F., XXI, p. 760
W ^o de Faviarolas		1277		Duplès-Agier, 1874, p. 171
Eudes de Karderian (Eudo / Yon de Karderian / Kardarian / Kaerdryan)	chevalier	1278, juillet 1279, déc.	Bretagne	AD Haute-Vienne, 3 H non classé AD Pyrénées-Atl., E 738 et 752
Etienne des Écorces (de Corticibus / Scorticibus)	chevalier	1286, déc. 1287, janvier	Limousin	BnF, lat. 17118, p. 270 et 312 AD Haute-Vienne, 6 H 172
Etienne Cotet (Coteti / Cotheti)	chevalier	1289, avril 1290, juillet 1294, oct. 1295, mars	Limousin	Bull. Périgord IV, p. 298 AD Pyrénées-Atl., E 754 AD Corrèze, 6 F 641 AD Pyrénées-Atl., E 681
Guillaume de Breuman	chevalier	v. 1295?		Bonotte 1909, p. 345
Bertrand de Vassignac (de Vassinhaco)	damoiseau	1296, juin	Limousin	Saint-Allais XVII, p. 314
Luc de Grescio	chevalier	1302, juillet		AD Pyrénées-Atl., E 861
Pierre des Écorces (de Corticibus / Scorticibus)	chevalier	1308, avril 1312, avril	Limousin	AD Pyrénées-Atl., E 861 AN, 14 AP 1
Simon de Montbouchier (de Monte Boucherio / Monte Bocherii)	chevalier	v. 1315 1317, août	Bretagne	AD Pyrénées-Atl., E 868 Actes Parl. Paris, n ^o 5015
Henri d'Avaugour	chevalier	1316	Bretagne	AD Pyrénées-Atl., E 856
Luc Aubry (Alberici)	chevalier	Av. 1326	Bretagne	AD Pyrénées-Atl., E 859

Titulaire	Qualité	Dates	Origine	Sources
Brice du Plessis / de La Roche (de Pleyschiaco / de Plaisiaco / de Plesseis / de Pley-saco / de Ruppe)	chevalier	1334, mai 1334, août 1335 1335 1337, août 1339, janvier 1339, mars	Bretagne	AD Pyrénées-Atl., E 866 AD Pyrénées-Atl., E 860 Arch. nat., 111 AP 15 AD Pyrénées-Atl., E 681 AD Pyrénées-Atl., E 740 AD Haute-Vienne, 25 H 462 AD Charente, 2 H 145
Guillaume de La Marche (de Marchia)	chevalier	1345 1346 1347, avril 1351, mars	Bretagne	AD Pyrénées-Atl., E 624 et 863 Jones 1996, n° 76 BnF, fr 26285, n° 458 Doat 243, fol. 210
Jean de Montbourchier	chevalier	1353, mars 1354, mai 1356 1357, mai 1359, mars 1359, juillet	Bretagne	Bull. Périgord, XII, p. 267 Jones 1996, n° 166 Bull. Périgord, XII, p. 431 AD Maine-et-Loire, 30 J 51 AD Haute-Vienne, 1 E 1 / 139 AD Maine-et-Loire, 30 J 53, n° 8
Hugues de Carentec (de Kerantrec)	chevalier	1359, oct. 1360, sept. 1360, nov. 1361, sept. 1365, déc.	Bretagne	AD Maine-et-Loire, 30 J 21, n° 5 Bull. Tulle, VI, p. 652 AD Maine-et-Loire, 30 J 6, n° 4 AD Pyrénées-Atl., E 740 AD Haute-Vienne, 1 E 1 / 303
Maurice du Parc	chevalier	1371, mai 1371...	Bretagne	AD Pyrénées-Atl., E 608 AD Pyrénées-Atl., B 1763
Thibaud du Pont	chevalier	1374, nov.	Bretagne	AD Haute-Vienne, 5 F / F 5, p. 6
Henri Le Bart (Lebart)	chevalier	1375, avril	Bretagne	AD Haute-Vienne, 5 F / F 5, p. 8

Les receveurs ou trésoriers restent mal connus car on dispose de peu de mentions nominales. Le premier titulaire semble être Alain Constantin en août 1317, peut-être juste avant Étienne Constantin (octobre 1317); puis on trouve Pierre Molin le jeune (1344-1347) et Guillaume Rempnoul en 1371-1377.

Quant à l'atelier monétaire vicomtal, d'origine carolingienne et connu depuis le x^e siècle, il n'est que très mal documenté. Mais on sait que ces centres de frappe monétaire étaient généralement affermés. À partir de Jean III, la monnaie de Limoges semble avoir été gérée parallèlement à celle de Nantes. Avec la crise de succession ducal de Bretagne, l'atelier se dédouble : celui du Château perdure, au nom de Charles de Blois et de Jeanne de Penthievre, alors qu'une frappe concurrente, initiée par Jean

de Montfort et soutenue par le roi de France, s'installe dans la Cité. Toute frappe cesse en 1364⁵⁵.

Il existe aussi une administration vicomtale à l'échelon local. Ainsi, dans les circonscriptions châtelaines, le premier représentant des vicomtes est le prévôt. Vincent Roblin a montré comment les prévôts ont peu à peu supplanté les viguiers, dont la charge était devenue héréditaire dans la gestion des châtelainies⁵⁶. On les voit émerger de la documentation au cours du XIII^e siècle : en 1237, la vicomtesse Ermengarde évoque ses « barons, chevaliers et prévôts⁵⁷ ». On en connaît à Salon dès les XI^e et XII^e siècles, mais ils ne perdurent pas ; les premiers titulaires sont connus à Excideuil en 1191 (Adémar), à Saint-Yrieix en 1209, à Nontron en 1220, à Limoges en 1227, à Auberoche en 1257, à Aixe en 1266 (Adémar de Maulmont), à Moruscle et Ans vers 1297 et à Ayen en 1298 ; et les derniers au début du XIV^e siècle seulement, peut-être pour des raisons documentaires : à La Roche-l'Abeille en 1308, à Thiviers avant 1321, à Château-Chervix en 1325. Ces prévôts, encore largement attestés au XIV^e siècle, finissent eux aussi par disparaître dans le courant du XV^e siècle. Les prévôtés sont de plus en plus affermées et leurs titulaires ne sont même plus mentionnés. Aux XIII^e-XIV^e siècles, le recrutement des prévôts s'avère plutôt modeste : souvent les scribes les identifient mal, les appelant « ledit N » ou « celui qu'on appelle N », et les évoquent fréquemment par un simple prénom, suggérant une extraction peu prestigieuse.

Les prévôts de châtelainies sont souvent flanqués d'une petite équipe administrative constituée d'un juge local, d'un receveur, parfois d'un procureur et d'un capitaine. Mais souvent, on ne les appréhende qu'à partir des documents du XV^e siècle, ce qui ne permet pas d'en dire grand-chose pour la période « bretonne » qui nous intéresse. Le juge du Château de Limoges est connu à partir de la fin du XIII^e siècle avec maître Gaucelin de Champagne en 1293 (signalé autour d'Excideuil en 1308 et dont on ne sait s'il est le même que le damoiseau devenu chevalier possessionné autour de Nexon en 1294-1305 et figurant dans la suite vicomtale jusqu'en 1319) puis Jean de Ponte (en 1306-1311, qui est aussi procureur de la vicomté). Un juge de Nontron est attesté en 1292. Les autres juges locaux semblent être plus tardifs (par exemple à Ségur). Les assises des châtelainies sont tenues soit par le prévôt, soit par le juge. Avec la guerre de Cent Ans, les vicomtes nomment, dans leurs principales places fortes, des capitaines qu'ils recrutent généralement dans les lignages résidant dans ces forteresses ou à proximité. En 1345, on trouve aussi mention d'un capitaine général de la vicomté, Jean de La Porte, chargé d'organiser la mise en défense face à la menace anglaise

55. Sur la monnaie vicomtale de Limoges, voir DHENIN, Michel, « Les monnaies des vicomtes de Limoges (XIII^e-XIV^e siècles) », *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. CIV, 1977, p. 91-104 ; ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., p. 345-349 ; COATIVY, Yves, *La monnaie des ducs de Bretagne...*, op. cit.

56. Il existe de nombreuses familles de Vigier, quasiment dans la moitié des châtelainies, héritage de ces anciens représentants vicomtaux.

57. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes des vicomtes...*, op. cit., n° 119.

mais dont les prérogatives par rapport à celles du sénéchal restent mal cernées et qui ne semble pas perdurer : rappelons qu'Auberoche tombe en 1345 et que cette circonscription n'apparaît pas dans le compte vicomtal de Jean Molin le jeune.

Une administration de Bretons

Avec l'arrimage de la vicomté au domaine des ducs de Bretagne, on peut légitimement poser la question d'une éventuelle transformation dans la gestion de la principauté limousine qui devient dès lors une terre lointaine : quelle est la part des Bretons dans cette administration et peut-on observer des exemples de transfuges bretons en Limousin (ou le contraire d'ailleurs) ?

Pour les sénéchaux, les choses semblent entendues. On peut constater une première période durant laquelle les chevaliers limousins, souvent issus de la petite noblesse, sont majoritaires : un Prévôt⁵⁸, un Livron, deux Écorces, un Cotet ou un Vassignac, tous issus des *castra* d'Ayen, d'Excideuil ou de Ségur, sont ainsi bien identifiés⁵⁹. Ils alternent, dans les années 1270-1277 avec des inconnus (*Fonmentho*, *Faugeyrolis*, *Alas*) dont la présence s'explique peut-être par la figure de la vicomtesse Marguerite, fille du duc de Bourgogne. Guillaume *de Breuman* et Lucas *de Grescio* ne sont pas clairement cernés mais vraisemblablement bretons. En effet, à partir de 1278, la nomination d'Eudes de Karderian inaugure une longue période durant laquelle les Bretons deviennent majoritaires et bientôt exclusifs dans la fonction. Si quelques Limousins accèdent encore au poste sous Arthur II puis Jean III, à partir de Gui VII, en 1314, les Bretons monopolisent le poste pour le reste du siècle. Cette nomination d'administrateurs de confiance par les ducs de Bretagne n'est pas étonnante et cette évolution est tout à fait normale⁶⁰. Le retour des Limousins à la fonction sénéchale correspond à l'avènement de Jean de L'Aigle, à partir du second quart du xv^e siècle donc, qui élit domicile au château de Ségur, dès lors largement restructuré, s'entourant d'hommes de confiance pris dans la noblesse régionale, celle qui fréquente sa cour.

58. Adémar Prévôt est signalé dans la suite du vicomte Adémar V à Solignac en 1196 (Arch. dép. de la Haute-Vienne, 6 H 24), à Châlucaud en 1202 et à Excideuil en 1207 ; en 1208, à Excideuil, il est enfin qualifié de chevalier. Il semble prévôt d'Excideuil en 1209 (ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes des vicomtes...*, *op. cit.*, n° 104). Peut-être s'agit-il du père, car Adémar Prévôt, sans doute le sénéchal de 1255, est exécuteur testamentaire de Gui de Boisseuilh, chevalier de Hautefort en 1278 et il rend encore une sentence à Hautefort en 1281.

59. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, actes n° 244-245, 253 et 296^{bis}, confond *Stephanus de Scorticibus* et *Stephanus Coteti*, qui se succèdent dans la charge (1286-1287 et 1289-1295) mais sont bel et bien deux personnages différents.

60. Les rois de France n'ont pas fait autrement, en nommant des sénéchaux indigènes dans les premiers temps de la création d'une nouvelle circonscription, en Poitou ou en Limousin par exemple, avant de passer à l'envoi d'officiers exogènes, davantage liés au souverain.

Ces Bretons officiant en la vicomté sont connus pour être des proches des ducs : ils ont servi à d'autres postes et sont souvent de proches conseillers du prince.

Ainsi Eudes de Karderian, chevalier, est chargé par le duc Jean I^{er} d'estimer la valeur du comté de Richmond avec un émissaire du roi d'Angleterre en juin 1260⁶¹ ; ancien châtelain de Champtoceaux, il rend son compte de gestion à Vannes le 14 juillet 1272⁶². Henri III d'Avaugour (*de Avaugor*), fils du seigneur de Goëlo, Mayenne et Dinan, meurt en 1334 : il est issu d'un prestigieux lignage breton, servant les ducs dès Jean Le Roux, et dont Gui de Bretagne, frère du duc Jean III et temporairement vicomte de Limoges (1314-1317), a épousé l'héritière, Jeanne⁶³. Guillaume de La Marche, signalé dans le compte de l'hôtel du duc Jean II pour le voyage de Lyon en 1305, était l'un des décideurs pour l'exécution des funérailles du duc Jean II à Lyon et à Ploërmel à la fin de l'année 1305⁶⁴ ; il est largement évoqué – lui ou son fils homonyme – comme sénéchal et gouverneur dans le compte de Pierre Molin le jeune, receveur pour la vicomté de Limoges en 1344-1347 ; il est encore mentionné dans les années 1346-1347⁶⁵ ; en 1351, la vicomtesse Jeanne l'appelle son « cousin »⁶⁶. Simon de Montbouchier, sénéchal de Gui de Bretagne, est l'un de ses hommes de confiance et son ancien tuteur ; il semble déjà bien en place auprès de Jean II, puis d'Arthur II ; en 1319, Gui de Bretagne lui assigne sur les revenus de Penthievre une rente de 200 livres qu'il avait auparavant assignée sur la vicomté de Limoges, pour les nombreux services qu'il lui avait rendus alors qu'il était encore enfant et le rôle de percepteur qu'il avait joué auprès de lui⁶⁷. Un Simon de Montbouchier avait gardé le cercueil du duc Jean II à Lyon⁶⁸. La famille est attestée dès le XII^e siècle et il existe une motte du même nom à Vignoc (Ille-et-Vilaine) et

61- LÉMEILLAT, Marjolaine (dir.), *Actes de Jean I^{er}, duc de Bretagne (1237-1286)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, n° 91, p. 175-176.

62- JONES, Mickaël et CHARON, Philippe (éd.), *Comptes du duché de Bretagne...*, *op. cit.*, p. 163 et 166.

63- JONES, Mickaël et CHARON, Philippe (éd.), *Comptes du duché...*, *op. cit.*, p. 147 et 217 ; LÉMEILLAT, Marjolaine (éd.), *Actes de Jean I^{er}...*, *op. cit.*, n°s 13, 120, 163, 170 et 2A, 3A, 16A et 17A ; MORVAN, Frédéric, *La chevalerie bretonne et la formation de l'armée ducale, 1260-1341*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, généalogie 9 en annexe.

64- JONES, Mickaël et CHARON, Philippe (éd.), *Comptes du duché...*, *op. cit.*, p. 249 et 348.

65- *Ibidem*, p. 403-416.

66- BnF, Doat 243, f° 210, d'après Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 626.

67- MORVAN, Frédéric, *La chevalerie bretonne...*, *op. cit.*, p. 71, 176 et 178.

68- *Ibidem*, p. 66-67.

un site dit de la Roche-Montboucher à Cuguen (Ille-et-Vilaine)⁶⁹. Brice de La Roche est signalé dans l'entourage de Charles de Blois en février 1346⁷⁰.

Les suivants sont tous des serviteurs des ducs et plutôt proches de Bertrand du Guesclin, qui conduit la reconquête du Limousin pour le roi Charles V : Hue de Carentec, sénéchal en 1359-1361 (peut-être jusqu'en 1365?) et Maurice du Parc, sénéchal au début des années 1370, chevaliers, assistent au traité entre Jean IV et Charles de Blois, le 26 novembre 1363, à Poitiers, avec Robert Knolles. Maurice du Parc, chevalier et chambellan du roi en 1373 et son gouverneur royal de La Rochelle, est un personnage alors fort réputé : il a été l'un des protagonistes du combat des Trente, en 1350, chambellan de Charles de Blois, puis l'un des lieutenants de du Guesclin⁷¹. Thibaud du Pont, sénéchal de la vicomté (pour le roi?) en 1374, est un proche de Bertrand du Guesclin, qu'il seconde dans la reconquête du Limousin : en 1370, Thibaud est capitaine de Rochechouart, où il agit encore en novembre 1373⁷². Quant à Henri Le Bart, sénéchal en 1375, il pourrait être lié à une famille connue dès le XIII^e siècle dans l'entourage du prince avec Geoffroi Le Bart (*Leopardi*), sénéchal ducal de Dinan en 1258, de Ploërmel en 1261-1262 puis de Broërec, et toujours vivant en 1273⁷³. Le sénéchal (ou son fils?) aurait épousé Marie de Bonneval, fille de Jean III, chevalier de Coussac, le 16 juillet 1399⁷⁴.

Plusieurs autres Bretons sont perceptibles dans l'administration de la vicomté à d'autres fonctions que celles de sénéchal : Radulphe Le Borgne, prévôt d'Auberoche, d'Ayen puis de Nontron autour de 1300⁷⁵; le juge Guillaume Paris, licencié *in utroque*, chapelain du pape en 1378 et doyen de Nantes en 1381, rallié à la cause de Jean IV en 1372, est frère du seigneur du Chastenay⁷⁶; Hugues de Keroulay, juge de la vicomté (1363); Gautier de Saint-

69 BRAND'HONNEUR, Michel, *Manoirs et châteaux dans le comté de Rennes. Habitat à motte et société chevaleresque (X^e-XIV^e siècles)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, p. 289-290; POTIER de COURCY, Pol, *Nobiliaire et armorial de Bretagne*, 2^e éd., 3 vol., Nantes, V. Forest et E. Grimaud, 1862, t. II, p. 185-186, signale Jean de Montboucher, capitaine de Nantes, qui aurait été sénéchal « du Limousin » en 1300, mais il n'apparaît pas dans les sources limousines.

70 JONES, Michael (dir.), *Recueil des actes de Charles de Blois et de Jeanne de Penthièvre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1996, n° 79, p. 95-96

71 *Ibidem*, n° 328; GUÉRIN, Paul, *Archives historiques du Poitou*, t. XIX, 1888, p. 269; Arch. dép. de la Haute-Vienne, 1 E 1 / 159; POTIER de COURCY, Pol, *Nobiliaire et armorial...*, *op. cit.*, t. II, Nantes / Paris, 1862, p. 232.

72 ROCHECHOUART, Louis Victor Léon de, *Histoire de la Maison de Rochechouart*, Paris, Émile Allard, 1859, p. 313-314; Arch. dép. de la Haute-Vienne, 1 E 3 / 31.

73 JONES, Mickaël et CHARON, Philippe (éd.), *Comptes du duché...*, *op. cit.*, p. 51, n. 20, et p. 111.

74 MORÉRI, Louis, *Supplément au grand dictionnaire historique*, Paris, 1732, t. I, p. 150. Ce mariage n'est toutefois pas mentionné par les documents des archives de Bonneval.

75 Arch. dép. de la Haute-Vienne, D 755; Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 762; Arch. dép. de la Haute-Vienne, 1 E 1 / 381. Guillaume IV Le Borgne, seigneur de Créheren près Morlaix, est émissaire du vicomte à Saint-Yrieix en 1302 et Ramnulphe Le Borgne, qualifié de sergent d'Ayen, est attesté en 1333 (Arch. dép. de la Corrèze, H 134).

76 POTIER de COURCY, Pol, *Nobiliaire et armorial de Bretagne...*, *op. cit.*, t. II, Nantes/Paris, 1862, p. 233.

Pern, qualifié de chancelier du duc en 1345-1346, issu d'une famille proche des ducs⁷⁷. Mais on repère aussi Alphonse *Comtezii*, receveur particulier d'Aixe en 1373, et dont le prénom est rare dans la région⁷⁸; Geoffroi de *Kargoet*, prévôt d'Ans en 1341⁷⁹; Olivier de *Cadoan*, prévôt de Moruscle vers 1297 et évoqué par un témoin en 1327, peut-être le même qu'Olivier de Cadoudal, proche du duc Jean III et son émissaire auprès du vicomte de Rochechouart en juin 1319⁸⁰. On peut aussi remarquer un Jean de *Montafilo* [Montafilant?], prévôt de Nontron en 1351⁸¹, et un certain *Aufroy de Gomzbriant*, attesté en 1371 et qui n'est manifestement pas limousin⁸²; peut-être également maître Thomas *Grallan / Greslin*, juge vicomtal de Limoges en 1345-1346⁸³, et après lui, maître Alain de *Sancto Marmenc*, juge en 1359, possédant alors un hôtel au Château de Limoges et dont le prénom n'est pas vraiment fréquent en Limousin⁸⁴.

On trouve, enfin, des mentions plus anodines de la présence de Bretons au détour d'actes. Les personnages surnommés *lo Breto*, au Dorat, à Pierre-Buffière ou dans d'autres localités, ne sont peut-être pas des transfuges liés aux vicomtes eux-mêmes⁸⁵. En revanche, certains hommes d'armes évoqués dans des conflits impliquant le vicomte sont de toute évidence des hommes de main venus pour le service du duc : ainsi en 1294, il est question de rixes à Limoges avec des Bretons et Vincent Roblin a pu remarquer la présence d'au moins six Bretons dans l'ost du vicomte dévastant le marché de Saint-Yrieix en 1316 et 1317⁸⁶; en 1317, la cour du sénéchal royal assigne à comparaître Henri de *Boyt* et Jean *lo Breto*, sergents d'Excideuil, servant le prévôt Radulphe de *BoyPeschat*, peut-être lui aussi originaire de Bretagne⁸⁷.

Dans cette cohorte de Bretons venant servir en Limousin, quelques personnages sortent du lot car ils ont fait souche dans ce nouveau monde.

Prenons les Le Borgne (*lo Bornhe*) : Radulphe, chevalier, est prévôt d'Ayen en décembre 1298, aussi signalé comme prévôt à Auberoche (autour de

77. Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 624. Il est évêque de Vannes en 1347 et frère de Bertrand de Saint-Pern, seigneur de Ligouyer, parrain de Bertrand du Guesclin.

78. Arch. dép. de la Haute-Vienne, 6 H 92.

79. Arch. dép. de la Haute-Vienne, 25 H 462. Il existe plusieurs localités de Kergoët.

80. Arch. dép. de la Haute-Vienne, 1 E 3 / 29. POTIER de COURCY, Pol, *Nobiliaire et armorial de Bretagne*, 3^e éd., Rennes, J. Plihon et L. Hervé, 3 vol., 1890, t. 1, p. 92, le dit conseiller de Jean II et son exécuteur testamentaire. Cadoudal, fief à Plumelec, Morbihan.

81. RIBAUT de LAUGARDIÈRE, Pierre enri, « Essais topographiques... », *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1886, p. 89.

82. JONES, Michael (éd.), *Recueil des actes de Charles de Blois...*, op. cit., n° 333.

83. Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 624.

84. Arch. dép. de la Dordogne, 2 E 1826 / 122, n° 2; Arch. dép. de la Haute-Vienne, 1 E 1 / 303.

85. Sur ces migrations silencieuses, on peut consulter le récent CHANAUD, Robert (dir.), *Une histoire des circulations en Limousin*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2015.

86. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., p. 452; *Chroniques de Saint-Martial de Limoges*, éd. Henri DUPLÈS-AGIER, Paris, Renouard, 1874, p. 181.

87. Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 720.

1300, d'après une enquête de 1327), avant d'apparaître en charge de l'importante prévôté de Nontron en septembre 1302⁸⁸. Son parcours suggère un véritable circuit de carrière d'officier et semble exclure une gestion des prévôtés par mise aux enchères de fermes⁸⁹. Radulphe pourrait être le père de Guillaume et de Bonabes Le Borgne, ainsi que de Jeanne Le Borgne *alias* La Motte. Guillaume [IV] Le Borgne, probablement le seigneur de Créheren près Morlaix, issu des seigneurs de La Motte en Carentec (Ille-et-Vilaine), figure dans la suite du comte de Périgord à Agen en novembre 1293, comme témoin aux assises royales de Limoges en novembre 1294, puis parmi les hommes de confiance du vicomte Jean de Bretagne à Saint-Yrieix en juillet 1302⁹⁰. Guillaume avait été chargé de faire réaliser le gisant de Blanche de Champagne, mère du duc Jean II, qui par son testament avait demandé que la tombe de sa mère soit faite à Limoges, et en 1306, il en recevait quittance par les exécuteurs testamentaires du duc⁹¹ ; il est conseiller d'Arthur en 1309 et est engagé, en 1319, dans une procédure avec Gérard de Boisseuilh qu'il avait battu en duel judiciaire à Gisors⁹². Son frère *Bonabius Le Bornhe* est titulaire de la seigneurie de Châteaubouchet en 1324-1329 : en novembre 1329, il se dit frère et héritier universel de feu le chevalier Guillaume [IV?] Le Borgne, et donne procuration à Jean *Oderii*, doyen de *Caranboys*, et à Pierre Daniel, son prévôt de Châteaubouchet, ce qui semble établir qu'il n'y réside pas principalement⁹³. Quant à Jeanne Le Borgne, surnommée de La Motte, du nom du fief breton de son père, on la connaît comme épouse de Guillaume de La Marche, autre Breton venu en Limousin, à qui elle transmet ses droits⁹⁴. On trouve aussi Pierre et Raoulet Le Borgne à Nontron en février 1327 et Ramnulphe Le Borgne sergent d'Ayen en 1333 mais on ignore leur lien de parenté éventuel avec les précédents⁹⁵.

Les La Marche (*de Marchia*) s'avèrent plus difficiles à cerner car ils sont les homonymes d'au moins deux familles limousines attestées anciennement dans la région, l'une au nord du diocèse, dans la châtellenie comtale de Crozant, titulaires du fief de Puyguillon et connus jusqu'à la Révolution, les autres à Allassac, plus ou moins dans la mouvance des vicomtes

88. Arch. dép. de la Haute-Vienne, D 755 et 1 E 1 / 381 ; Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 752 et 868.

89. Ce qu'on peut aussi déceler dans le parcours d'un Radulphe *de Bosco / de Boy-Peschart / de Nemore Peschart*, signalé à Excideuil puis à Ans en 1317-1322 [*Actes du Parlement de Paris*, éd. Edgard BOUTARIC, Paris, 1867, n° 633 ; Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 720].

90. BEUGNOT, Arthur de, *Les Olim*, t. II, Paris, 1842, p. 14 ; Arch. dép. de la Haute-Vienne, D 992 ; Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 861.

91. COPY, Jean-Yves, *Art, société et politique au temps des ducs de Bretagne. Les gisants haut-bretons*, Paris, Aux amateurs de livres, 1986, p. 41.

92. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, p. 451-452 ; BnF, carré d'Hozier n° 105, f° 279 à 281 r/v.

93. BnF, collection Périgord 125, f° 33v.

94. RUCHAUD, Jean-Louis et alii, *Généalogies limousines et marchaises*, Mayenne, Y. Floch, t. XVII, 2009, p. 273, n. 190.

95. Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 681 ; Arch. dép. de la Corrèze, H 134.

de Comborn, avec une branche cadette établie à Coussac au cours du ^{xiv}^e siècle⁹⁶. Les Bretons qui nous intéressent ici sont connus comme seigneurs de La Marche en Bédée (Ille-et-Vilaine), au diocèse de Saint-Malo, et de la Boëssière (Carentoir, Morbihan), au diocèse de Vannes. Le sénéchal vicomtal des années 1345-1351 doit être le fils de Guillaume de La Marche, qui scella de son sceau une quittance donnée aux exécuteurs testamentaires du duc Jean II en 1306 : d'azur au dextrochère vêtu d'un fanon d'argent, tenant une fleur de lys de même⁹⁷. Il témoigne en 1341 dans l'enquête sur la succession de Bretagne, participe au combat des Trente en 1350 et semble mourir en 1352⁹⁸. À partir de 1332, en 1338 puis en 1344, il est dit « *senhor de Chastelboschet* » et assure la juridiction gracieuse dans sa seigneurie⁹⁹. Il est devenu seigneur de cette terre par sa femme, Jeanne, probable fille d'un autre Breton, *Bonabius lo Bornhes* connu comme « *dominus de castro Boscheti* » en 1324-1329. En mars 1351, Jeanne, duchesse de Bretagne, vicomtesse de Limoges, dame de Guise, qualifie Guillaume de La Marche comme « son cousin¹⁰⁰ ». Mais ce mariage entre les Le Borgne et les La Marche, Bretons expatriés, ne laisse qu'une fille, Constance de La Marche, qui, par son union avec Ramnulphe Hélie de Pompadour en 1364 lui apporte cette terre¹⁰¹. Constance est probablement sœur de Jean († 1380) et de Jeanne de La Marche, héritant des possessions bretonnes, cette dernière mariée au vicomte de Fronsac¹⁰².

Quelques autres familles bretonnes ont fait souche dans la vicomté de Limoges, mais bien plus tard, autour du service de Jean de L'Aigle : c'est le cas des La Goublaye (investis du fief de Briudet en 1421)¹⁰³ ou de Julien Beaupoil (seigneur de Saint-Aulaire à partir de 1441)¹⁰⁴. Certaines pourraient

96. Ainsi, Géraud de La Marche, élu doyen de Saint-Yrieix le 24 décembre 1183, d'après la *Chronique de Geoffroi de Vigeois*, II, 28 [édition en préparation Jean-Loup LEMAITRE (dir.)]. Un Guillaume de La Marche de Coussac est signalé en 1345 (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 863).

97. POTIER de COURCY, Pol, *Nobiliaire et armorial... op. cit.*, 1862, t. II, Nantes / Paris, 1862, p. 137.

98. *Ibidem*, II, p. 137.

99. Arch. dép. de la Dordogne, 2 E 1832 / 32 ; BnF, collection Périgord 145, dossier Jaubert, f° 90v ; Arch. dép. du Maine-et-Loire, 30 J 51, n° 23.

100. BnF, Doat 243, f° 210.

101. Feu Guillaume de La Marche, jadis chevalier du diocèse de Saint-Malo (*Macloviensis*) et seigneur du château de Châteaubouchet, est évoqué dans un acte de décembre 1366 (Arch. nat., 14 AP 1, n° 5).

102. RUCHAUD, Jean-Louis, et alii, *Généalogies limousines...*, *op. cit.*, p. 273-274 ; POTIER de COURCY, Pol, *Nobiliaire et armorial...*, *op. cit.*, 1862, t. II, p. 137.

103. En 1421, le vicomte donne à Thibaud de La Goublaye, chevalier, son capitaine de Nontron et lieutenant du sénéchal de Saintonge (marié à Catherine Gombaud), la terre et seigneurie de Piégut qu'il démembre de Nontron. Sa fille Isabelle de La Goublaye épouse Antoine Hélie, seigneur de Colonges et de Chabrignac, et lui porte tous ses droits (RIBAUT de LAUGARDIÈRE, Pierre Henri, « Essais topographiques... », *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. XIX, 1892, p. 484-501).

104. Les Beaupoil seraient issus d'Yves de Beaupoil, chevalier, seigneur de Neomalet haut et Neomalet bas, dans le ressort de Rennes, « où il faisait sa demeure environ l'an 1340 », dont le fils Guillaume, marié à la nièce de Bertrand du Guesclin, aurait acquis Saint-Aulaire en 1403 avant de mourir en 1404 (COURCELLES, chevalier de, *Histoire généalogique*

être des exemples de transfuges non passés par l'administration mais si leur origine bretonne semble avérée, les circonstances de migration restent mal cernées : ainsi les Conan, établis en Nontronnais, au patronyme si typique mais dont l'histoire médiévale serait à affiner¹⁰⁵. Il en est de même, d'ailleurs, avec les Malet, faisant souche près d'Excideuil, considérés eux comme Normands et cadets des puissants Malet de Graville, mais dont le rattachement généalogique n'est pas clair¹⁰⁶.

•

Entre 1275, mariage de l'héritière des vicomtes, Marie, avec Arthur de Bretagne, et 1375, lorsqu'est mentionné le dernier sénéchal certain, sous le mandat théorique de Jeanne de Penthievre, mais plus vraisemblablement

et héraldique des pairs de France, 3 vol., Paris, 1822-1824, t. II, 1822, dossier de 46 p.). En réalité, l'acquisition de cette seigneurie de Saint-Aulaire est le fait de Julien de Beaupoil, chevalier, né vers 1411, qui l'achète aux Robert en janvier 1441 (n. st.) seulement.

105. Thibaud de Conan, écuyer, seigneur de Beauvais (Lussas-et-Nontronneau, Dordogne) et de Rapevache (Saint-Martial-de-Valette, Dordogne), épouse Agnès de Maulmont, l'héritière de la seigneurie de Connezac, vers 1430-1435; en juin 1438, le vicomte Jean de L'Aigle le nomme capitaine de Nontron; en 1460, il se dit âgé de 80 ans environ et fils de Bernard de Conan, écuyer, seigneur du Verdier, et de Marie-Annette Leyniac, mariés le 17 juin 1383; mais celui-ci est lui-même issu d'André de *Conantis*, marié à Annette Régnier et qui teste dès 1378 : pour Jean-Louis Ruchaud *et alii*, les Conan sont donc en Périgord depuis le XIV^e siècle (*Généalogies limousines...*, *op. cit.*, t. XVIII, p. 349-350, note 92).

106. Les Malet, connus comme seigneurs de La Jorie à partir du XV^e siècle, semblent issus d'Hugues Malet, capitaine d'Excideuil au début du siècle et marié à l'héritière de La Jorie. En mars 1497 (n. st.), son petit-fils Jean, rappelant ses origines normandes et les grands services rendus par ses ancêtres, évoque particulièrement la figure de son trisaïeul, Guillaume Malet, chevalier, venu s'installer dans la paroisse de Saint-Médard pour demeurer en son « ostel, fief et manoir » de La Jorie, dans le sillage du vicomte Jean de Bretagne (RIBAUT de LAUGARDIÈRE, Pierre Henri, « Essais topographiques... », *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. IV, 1877, p. 287). De fait, en 1409, aux assises d'Excideuil, on évoque Guillaume Malet, seigneur *Demars*, qui n'a pas prêté l'hommage dû au vicomte (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 640, f^o 26v^o), et en janvier 1442, Jean Malet, seigneur de La Jorie et de Châtillon, se dit bien fils héritier de Guillaume Malet (et non de Hugues) (TESSIÈRES, Robert de, *Histoire généalogique de la maison de Texières*, Paris, 2001, p. 85). Toutefois, le dossier reste touffu car il existe plusieurs autres familles Malet, établies en Limousin et Périgord : une famille à Périgueux et peut-être à Villablard dès le XIII^e siècle (BnF, Périgord 26, fol. 76; Arch. dép. de la Dordogne, 93 J 2), qui a peut-être donné les notaires Pierre Malet, à Angoisse en 1344 (Arch. dép. de la Dordogne, 2 E 1832 / 32), et Jean Malet à Périgueux en 1363-1383 (BnF, Lat. 9137, n^o 40; Lat. 9141, n^o 80). De plus, dès 1321, on remarque maître Hélié *Maleti*, procureur du prévôt vicomtal d'Excideuil Radulphe de Bois-Peschart (avec Guillaume *lo Breto*), et en 1322, il est substitut du procureur général de la vicomté (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 720); en 1327, se disant clerc et demeurant à Saint-Pardoux-la-Rivière, il évoque des souvenirs vieux de vingt à trente ans (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 868); il est aussi procureur du prévôt vicomtal de Nontron en 1327 (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 681); en 1343, on évoque des rentes qui avaient été jadis à Hélié et Pierre Malet, fils de feu Hélié, dans la paroisse de Saint-Pardoux-la-Rivière (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 762); en 1409, un Gui Malet assiste aux assises de Nontron (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 640, f^o 21); enfin, dans la seconde moitié du XV^e siècle, on connaît une famille d'exploitants porteurs de ce nom à Saint-Martial-la-Valette.

pour le roi Charles V, auquel elle avait confié l'administration de sa terre limousine en 1369, la vicomté de Limoges a été largement sous influence bretonne. Si elle a encore été dirigée par le couple vicomtal jusqu'à la mort de Marguerite, en 1291, puis temporairement administrée par Gui de Bretagne en 1314-1317, le reste de la période se caractérise par une gestion à distance depuis la cour ducale de Bretagne ou celle des douairières successives qui en ont joui, dans une relation passablement complexifiée par la guerre de Succession de Bretagne (1341-1364). Les vicomtes en titre, dans l'ensemble peu présents, devaient donc se faire représenter par des hommes de confiance et, en particulier par le premier d'entre eux, le sénéchal, chef de l'administration. L'arrivée de Gui de Bretagne, en 1314, marque un net tournant car les sénéchaux ont dès lors été, et ce jusqu'à Jean de L'Aigle, dans le premier quart du ^{xv}^e siècle, des Bretons.

Mais en réalité, si on trouve des Bretons dans les strates inférieures des agents vicomtaux, l'essentiel de ce personnel est resté composé (sauf quelques exceptions) de Limousins, qui ont fait fonctionner la vicomté sous l'autorité du sénéchal. Il s'agit, assez classiquement, de serviteurs de modeste extraction, certains tout à fait anonymes, d'autres choisis pour des compétences juridiques ou financières¹⁰⁷.

Quelques-uns de ces Bretons expatriés en Limousin y ont d'ailleurs fait souche : quelques familles de la noblesse régionale au ^{xv}^e siècle se disaient très consciemment issues d'un chevalier breton. Il serait intéressant de pouvoir déterminer si, à l'inverse, des Limousins ont fait une partie de leur carrière dans le duché de Bretagne. La consultation des éditions de sources bretonnes semble montrer le contraire : le Limousin apparaît particulièrement absent de la documentation bretonne, ce qui suggère une assez nette séparation des gestions.

La période ici envisagée est suivie par une ère de troubles assez importante, marquée par une grande anarchie dans l'exercice de la puissance publique et les exactions durables de bandes de routiers établis dans diverses forteresses de la région. La vicomté de Limoges paie un lourd tribut en raison de ce contexte et sa reprise en main ne peut s'opérer que très progressivement avec Jean de L'Aigle, qui mériterait décidément une étude globale.

107. Le titre de l'ouvrage de ROUSSEL, Claude Youenn, *La mainmise des Bretons sur le Limousin-Périgord : 1274-1522. Noblesse et troupes bretonnes en Limousin, Occitanie, Espagne, Italie, Grèce*, Paris, éd. Guénégaud, 2002, au demeurant très inspiré par Marvaud, semble donc excessif.

RÉSUMÉ

La vicomté de Limoges, à partir du mariage de l'héritière Marie avec le jeune Arthur, en 1275, passe rapidement sous contrôle breton. Dès lors, ce territoire est dirigé par une autorité lointaine, obligée de déléguer son pouvoir soit à un cadet installé sur place, soit à un autre titulaire (notamment à plusieurs douairières successives), tous amenés à en confier la gestion à un officier en chef. De fait, si la charge de sénéchal vicomtal n'a pas été créée par les vicomtes bretons et si l'on identifie bien deux générations d'officiers vicomtaux limousins choisis dans la petite aristocratie locale, la direction de l'administration a assez rapidement été confiée à des hommes de confiance des ducs, pris parmi leurs proches serviteurs. Si quelques autres officiers, juges, procureurs, receveurs ou bayles locaux, sont aussi des Bretons venus servir dans la province, l'essentiel du personnel subalterne est toutefois limousin. Certains de ces Bretons expatriés ont mené une partie de leur carrière dans la vicomté, quelques-uns y ont même fait souche, en accédant à des seigneuries, en contractant mariage et en se fondant dans la noblesse locale. Si la documentation disponible n'est pas insignifiante, elle s'avère assez dispersée et mériterait de plus amples investigations, notamment dans les sources bretonnes. L'étude proposée n'est donc qu'un état des renseignements qu'il a été possible de rassembler sur la question.

ABSTRACT

With the marriage of the heiress Marie with the young Arthur, in 1275, the viscounty of Limoges quickly passed under Breton control. From then on, this territory was managed by a distant authority, that had to delegate power to one of the duke's sons or to another holder (in particular to several successive dowagers), all of who entrusted the day-to-day management to a chief officer. Though the function of vicomtal seneschal was not created by the Breton viscounts and the first officers were chosen in the minor aristocracy, the direction of the administration was quickly entrusted to the dukes' right-hand men, chosen among their close servants. If some other officers, judges, prosecutors, treasurers or bayles were also Bretons, the main part of the subordinate staff was from the Limousin. Some of the exiled Bretons spent part of their career in the viscounty, some even settled, acquiring lordships, contracting marriages and establishing themselves within the local nobility. There is substantial archival material, but it is dispersed and would require more investigation, in particular with regard to Breton records.